

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Toulouse, le 13/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARTERRIS

lodes
11400 Castelnaudary

Références : 2026/0221
Code AIOT : 0006802816

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2026 dans l'établissement ARTERRIS implanté lieu-dit Gassiot 31550 Cintegabelle. L'inspection a été annoncée le 06/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été programmée dans le cadre d'une action nationale. Le thème retenu concerne les risques d'explosion associés à la présence d'une atmosphère explosible (ATEX). Cette inspection a pour but de vérifier que l'exploitant a mis en place toutes les dispositions techniques et organisationnelles permettant l'atteinte du niveau de sécurité exigé par la réglementation ATEX, et/ou ciblé dans son étude de dangers.

L'action nationale ATEX vise à constater en outre que toutes les mesures sont prises pour une maîtrise optimum du risque accidentel - explosif. L'ATEX fait partie des premiers éléments de

maîtrise du risque en identifiant les zones sources susceptibles d'être concernées par une atmosphère explosible. A ce titre, le document DRCPE (analyse préliminaire des risques, zonage ATEX, identification de zones ATEX, marquages ATEX...) fait donc partie des documents qui sont légitimement demandés et observés pendant l'inspection. Les zones à risques d'explosion sont ensuite étendues à l'ensemble des zones à risques (incendie, explosion, toxiques...) identifiées dans l'étude de dangers du site ainsi que celles identifiées à l'article 48 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 et à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 29/03/04 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables et être en conformité avec les caractéristiques définies à l'article 9 dudit arrêté.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARTERRIS
- lieu-dit Gassiot 31550 Cintegabelle
- Code AIOT : 0006802816
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ARTERRIS exploite des installations de stockage et de séchage de céréales sur la commune de Cintegabelle. L'établissement dispose d'un silo vertical en bardage métallique (ancien silo), un silo plat (nouveau silo) et un séchoir.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 ATEX
- ATEX

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
3	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Identification	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des zones à risques	article 48	
5	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Sans objet
6	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Sans objet
7	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur la prévention des risques d'incendie et d'explosion au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

Les documents réglementaires relatifs à l'identification des dangers et des zones à risques sont disponibles, notamment l'étude de dangers et le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) établi le 18/10/2011 et mis à jour le 27/07/2015. Une mise à jour documentaire du DRCPE - ATEX du site de Cintegabelle est nécessaire pour mettre en cohérence ce document avec les deux DRCPE réalisés par le bureau Véritas en 2016 sur les sites de Belpech et d'Alzonne. Les zones ATEX sont identifiées, matérialisées sur les plans du site et signalées sur le terrain par une signalisation appropriée. Les consignes de sécurité sont en place, et un suivi des formations du personnel est assuré.

Les installations électriques font l'objet de contrôles périodiques et d'un suivi des observations des organismes de contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Identification des zones à risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière mise à jour de l'étude de dangers du site (avec compléments) date du 21/09/2018. Les principaux dangers présentés par l'exploitation d'un silo de stockage de céréales sont liés à la présence de poussières combustibles (risque d'incendie/explosion). Les potentiels de danger sont associés aux zones où de la poussière est présente ou susceptible de l'être (p25 à 28 de l'étude de dangers du site).</p>

L'étude de dangers indique qu'un plan de classement des zones à risques d'explosion ainsi qu'un document relatif à la protection des explosions a été réalisé. Cette étude de dangers fait référence au DRPCE, qui ne retient comme zone ATEX que des zones 22. Celles-ci sont limitées à :

- L'intérieur des filtres à manche et cyclone reliés à la tour nettoyeur, les épurateurs et émotteurs,
- L'intérieur des canalisations d'air poussiéreux du système d'aspiration et de manutention,
- L'élévateur de plus de 200 t/h sans aspiration ainsi que les autres élévateurs en cas de marche dégradée.

Par ailleurs et à la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le DRPCE (FIT DU 1004 Cintegabelle Rev.05) mis à jour le 27/07/2015 qui indique que la nourrice de gaz ainsi que les panoplies de gaz séchoirs sont en zone 2 (autour des brides vissées). L'élévateur extérieur (100t/h) est classé hors zone. Pour ce dernier classement, l'exploitant a déclaré lors de la visite d'inspection que son débit était inférieur à 200t/h et que celui-ci était sous aspiration. L'exploitant s'assurera de la cohérence des informations indiquées entre l'étude de dangers et le DRPCE.

L'inspection note l'action d'actualisation de son DRCPE - ATEX en 2015-2016 avec le concours du bureau Véritas pour les sites de Belpech et d'Alzonne. En effet, cette action 2015-2016 intègre des référentiels normatifs et des mises à jour réglementaires ainsi que des zonages Z20, Z21 et Z22 qui n'avaient pas été initialement retenus ou spécifiés par l'exploitant dans ses versions antérieures. Il s'en suit que les deux DRCPE 2016 des sites de Belpech et d'Alzonne peuvent être considérés comme support de référence à l'établissement des DRCPE des autres sites du groupe ARTERRIS et l'identification des zones ATEX.

Par conséquent et par cohérence avec l'action d'identification DRCPE - ATEX réalisée en 2015-2016, l'inspection propose à l'exploitant de faire évoluer le DRCPE - ATEX du site de Cintegabelle sur la base des deux DRCPE réalisés par le bureau Véritas en 2016 des sites de Belpech et d'Alzonne. A l'issue de cette évolution, il pourra être utile d'en informer l'inspection du travail.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

DRPCE

Une mise à jour documentaire du DRCPE - ATEX du site de Cintegabelle est nécessaire pour mettre en cohérence ce document avec les deux DRCPE réalisés par le bureau Véritas en 2016 sur les sites de Belpech et d'Alzonne : sous 6 mois

EDD

L'exploitant s'assure que les conclusions de l'EDD ne sont pas impactées compte tenu de la mise à jour du DRPCE. Dans le cas contraire, l'exploitant procédera à la mise jour de l'EDD.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Plan général des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Actions nationales 2026, Plan des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- [...] ;- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 (Cf PdC n°1) avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ;- [...]
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection un plan de description des dangers pour le silo de Cintegabelle comprenant les zones à risque d'incendie et d'explosion daté du 19/02/20216. La nature exacte du risque (zones 2 ou 22 par exemple) ne figure pas sur ce plan. Or, celle-ci participe à la description du risque présent dans ces zones.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant complètera le plan des zones à risques d'incendie et d'explosion avec la nature du risque ATEX (0, 1, 2 et/ou 20, 21, 22).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Plan général des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Cohérence du plan des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]
Constats : Le zonage ATEX indiqué sur le plan comprend les zones à risques d'incendie et d'explosion. Celui-ci identifie notamment les panoplies de gaz pour les séchoirs ainsi que les canalisations de gaz. Ces zones ne sont pas indiquées dans l'étude de dangers comme étant des zones ATEX.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assure que les conclusions de l'EDD ne sont pas impactées compte tenu de la mise à jour du DRPCE. Dans le cas contraire, l'exploitant procédera à la mise à jour de l'EDD.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour (Cf PdC n°2).</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan des zones à risques est affiché au niveau des bureaux et de l'entrée des 2 silos.</p> <p>Par sondage, l'inspection a pu voir la présence du plan et de consignes (interdiction d'apporter du feu) à l'entrée de la zone du silo plat. Une signalétique « Ex » sous la forme du panneau d'avertissement de forme triangulaire, lettres « EX » noires sur fond jaune était présente sur les installations identifiées ATEX (filtre, panoplies de gaz).</p> <p>En ce qui concerne les formations, l'exploitant indique que le personnel est formé aux risques d'incendie et d'explosion (obligatoire tous les 10 ans). L'attestation de formation du conducteur du silo ainsi que le support de formation ont été présentés à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Formation d'atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67
Thème(s) : Actions nationales 2026, Ventilation des locaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.</p>

Constats :

Les parties du site visitées ne sont pas concernées par cette prescription (ventilation + extracteurs utilisés pour accélérer le refroidissement des cellules fermées contenant des céréales).

L'exploitant indique qu'il met en œuvre des mesures organisationnelles pour éviter l'accumulation de poussières et de grains dans les installations : surveillance quotidienne de l'installation via sa conduite, nettoyage des circuits, maintenance des appareils, système d'aspiration avec double asservissement, mise en place de permis de feu.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conformité des appareils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

Thème(s) : Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Constats :

Une liste du matériel en zone ATEX est présente dans le DRPCE: le filtre à poussières en plateforme extérieure, les cyclones de la tour de manutention du silo vertical, les panoplies de gaz, l'arrivée de gaz avec la nourrice de répartition vers les séchoirs.

Sur site, ce matériel en zone dispose d'une signalétique « Ex ».

Séchoirs - panoplies de gaz

L'exploitant a présenté le contrat d'entretien des séchoirs du 13/12/2022 ainsi que les rapports d'entretien des séchoirs (fréquence annuelle) comportant le nettoyage des panoplies de gaz avec le contrôle de l'étanchéité. Contrairement aux rapports de contrôle transmis, le contrat d'entretien n'indiquait pas le contrôle de l'étanchéité des panoplies de gaz. Suite à l'inspection, le prestataire a confirmé que ce point faisait partie des opérations de contrôles réalisées. Ce point sera mentionné dans le contrat.

Filtre

En ce qui concerne le dépoussiéreur F2 (filtre), celui-ci est vérifié par un prestataire (1 fois/an). Différents points de l'installation sont contrôlés : les médias filtrants, le système de décolmatage, le caisson air propre, l'évent. Le rapport ne relève pas d'observation sur l'installation.

Les manches des filtres à air sont anti-statiques.

Cyclones

L'exploitant indique que, de part la conception des cyclones, ceux-ci ne contiennent pas de pièce à risque d'incendie ou d'explosion et que seule l'écluse est vérifiée en interne par la maintenance (vérification de la rotation par une ronde quotidienne).

Par échantillonnage, l'inspection a procédé à un contrôle de conformité de deux moteurs électriques équipant la manutention du grain au niveau du silo vertical (Hors Zone ATEX selon

zonage de l'exploitant): aucune non conformité n'a été relevée sur l'échantillonnage contrôlé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A
Thème(s) : Actions nationales 2026, Vérifications périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les rapports de vérification annuelle du 07/10/2024 et du 10/09/2025. Ces rapports comportent notamment une partie sur les équipements électriques susceptibles d'être à l'origine d'explosions ainsi qu'une autre partie sur les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds. Aucune observation n'a été relevée dans ces rapports.</p>
Type de suites proposées : Sans suite